

Les aborigènes, parents pauvres de l'Australie

Droits de l'Homme

par [Antoine Matter](#)

Récemment, les Aborigènes d'Australie se sont « illustrés » dans une affaire qui est passée relativement inaperçue en Europe mais qui a fait les gros titres des médias australiens.

En effet, certains d'entre eux ont provoqué une émeute lors de la fête nationale, l'*Australia Day*, qui commémore l'arrivée des premiers colons européens sur l'île-continent le 26 janvier 1788. Autant dire que c'est une date qui ne fait pas vraiment consensus auprès des Aborigènes qui y voient le début des catastrophes qui se sont abattues sur eux suite à l'arrivée des hommes blancs sur leurs terres ancestrales. Le jour de la fête nationale est donc politiquement sensible et est pour eux l'occasion d'exprimer leurs aspirations à davantage de reconnaissance. Ils le font notamment par l'intermédiaire de « l'ambassade aborigène » (*Aboriginal tent embassy* en anglais), qui est en fait un ensemble de tentes d'activistes installées depuis maintenant 40 ans devant le vieux parlement dans la capitale du pays, Canberra.



Or, ces tentes ne font pas l'unanimité auprès des autres Australiens, qui sont parfois prompts à penser qu'on s'occupe assez des Aborigènes comme ça. C'est ce qu'a notamment sous-entendu le leader de l'opposition Tony Abbott, chef du parti libéral australien, s'exprimant à l'occasion de la fête nationale sur le sujet lors d'une cérémonie de vœux. A un journaliste qui l'interrogeait, Tony Abbott a en effet répondu que, bien qu'il comprenait les raisons pour lesquelles l'ambassade aborigène avait été installée dans les années 1970, les choses avaient changé depuis et qu'il était maintenant temps de tourner la page. Or, il se trouve que ses propos ont été transmis aux manifestants qui s'étaient rassemblés à quelques mètres de là pour commémorer les 40 ans de l'ambassade aborigène, sous une forme quelque peu déformée : la rumeur a en effet couru que Tony Abbott demandait purement et simplement l'évacuation des tentes ! Colère évidemment des manifestants, qui n'ont pas tardé à demander des comptes à Tony Abbott et à Julia

Gillard, la première ministre, qui se trouvait avec lui. Ils ont en effet convergé vers le lieu où se trouvaient les deux politiciens et ont frappé bruyamment aux vitres en les appelant à sortir pour s'expliquer. Les deux compères ont dû être évacués sous les huées de la foule hostile par leurs gardes du corps, images qui ont fait le tour des médias australiens. La première ministre y a d'ailleurs perdu sa chaussure...



Le lendemain, les Aborigènes sont même allés jusqu'à brûler le drapeau australien devant le parlement, arguant qu'il symbolisait pour eux l'oppression des blancs, tandis que l'un de leurs leaders appelait Julia Gillard à venir leur parler, et accessoirement récupérer sa chaussure. Les commentateurs australiens n'ont évidemment pas apprécié. Paul Sheehan du Sydney Morning Herald a résumé le consensus sur l'affaire en écrivant que les manifestants aborigènes étaient allés trop loin et avaient fait plus de mal que de bien à leur cause. C'est sans doute vrai, d'autant que les propos de Tony Abbott ont effectivement été déformés, mais il serait intéressant de se pencher sur les causes profondes du malaise qui existe encore aujourd'hui entre les Aborigènes et les autres australiens. Ce qui s'est passé le 26 janvier dernier n'est en effet que la manifestation la plus récente d'une liste déjà très longue.

Car les racines du mal sont profondes et vont bien plus loin qu'une histoire de drapeau, de tente, de chaussure ou de date. Dès la colonisation, les Aborigènes, considérés comme des sauvages non évolués, ont été décimés par les hommes « civilisés », tandis que les survivants étaient confinés dans des réserves. Et leurs malheurs ne se conjuguent malheureusement pas uniquement au passé. Les statistiques montrent en effet que leur espérance de vie est de 17 ans inférieure à celle des autres australiens, tandis que le revenu moyen d'un foyer aborigène est d'environ 40 % inférieur à celui d'une famille non-aborigène. Enfin, la population carcérale compte 22 % d'Aborigènes alors qu'ils ne sont que 2% de la population. Les réserves Aborigènes cumulent les joyeusetés telles qu'alcoolisme, drogue, délinquance, chômage, faible degré d'instruction...

Cette position inférieure s'est longtemps retrouvée traduite au cœur même du droit australien, et ce dès l'arrivée des européens. Pour se donner bonne conscience et assurer qu'ils ne faisaient rien de mal en virant ces gens de chez eux, ils ont en effet utilisé la théorie de la « *terra nullius* », destinée à légitimer l'appropriation des terres

aborigènes, et qui illustre à merveille à quel point le droit peut être détourné pour servir de paravent justifiant toutes les atrocités. Selon cette doctrine de la « *terra nullius* », lorsqu'une terre n'est pas cultivée, elle n'appartient à personne et peut donc être appropriée par le premier qui voudra la mettre en valeur (si la personne est blanche, c'est encore mieux). Or, les indigènes vivant de chasse et de cueillette, ils ne cultivaient pas la terre aux yeux des européens. Par conséquent, leurs terres étaient considérées comme n'appartenant à personne, et les colons pouvaient donc s'en emparer en toute bonne foi. Il faut savoir que c'est pour les Aborigènes bien plus qu'une question matérielle, puisqu'ils considèrent leurs terres comme une part intégrante d'eux-mêmes : les en déposséder revient à leur couper un membre. Il aura fallu attendre 1992 pour que la théorie de la « *terra nullius* » soit enfin reconnue comme nulle par la Cour suprême australienne, lors d'une célèbre affaire *Mabo vs Queensland*. La Cour y a notamment reconnu que les Aborigènes avaient un système de droit préexistant à l'arrivée des européens et qui fondait la légitimité de leurs droits sur leurs terres, l'étendue de ces droits devant s'analyser à la lumière des coutumes indigènes mais aussi de la loi australienne. Il y a donc des restrictions à cette reconnaissance et les droits de propriété ne sont pas nécessairement entiers : c'est la loi indigène qui les détermine, et pour ceux qu'elle ne détermine pas, c'est la *common law* australienne qui s'applique. Il ne s'agit donc pas d'un droit de propriété classique et la reconnaissance peut être limitée. *Mabo* est ainsi une décision avant tout symbolique, bien qu'elle constitue un progrès indéniable sur le plan des principes.

Le statut juridique personnel des Aborigènes a également longtemps été à part. Ils ont d'abord été des citoyens de seconde zone, et n'ont obtenu le droit de vote qu'après la deuxième guerre mondiale dans la plupart des Etats fédérés de l'Australie (le Queensland fut le dernier à leur accorder, en 1965). Un référendum fut organisé en 1967 pour aligner définitivement leur statut juridique sur celui des autres Australiens. Avant cette date, les Aborigènes étaient exclusivement soumis aux lois des Etats fédérés et n'étaient pas comptés parmi la population du *commonwealth* d'Australie. Le référendum de 1967 visait à donner la possibilité au gouvernement fédéral de légiférer à leur égard, ce qui permettait d'unifier leur statut au niveau national et de supplanter certaines lois fédérées restrictives. Ces possibilités seront utilisées à partir de 1972 par le gouvernement Whitlam, premier gouvernement travailliste depuis 1949, ce qui établira de nouvelles bases entre les Aborigènes et les autorités. On commence alors à restituer des terres et à mettre en place des programmes d'aides ainsi qu'une politique de discrimination positive. L'époque coïncide d'ailleurs avec l'installation de cette fameuse « ambassade aborigène » à Canberra. Mais le tournant, au moins symboliquement, se situe sans conteste dans le début des années 1990, avec la décision *Mabo*, et le discours historique du 10 décembre 1992, du premier ministre travailliste Paul Keating à Redfern, dans lequel il reconnaît les torts immenses causés aux peuples aborigènes. Une nouvelle ère de réconciliation allait s'ouvrir, marquée par l'adoption du « Native title Act » en 1993 qui formalise la reconnaissance des titres de propriété indigènes par la *common law* australienne. Des initiatives au niveau local et fédéral sont alors organisées afin de mieux faire connaître la culture aborigène aux autres australiens.

Cependant, avec l'arrivée du gouvernement conservateur de John Howard, cette politique allait marquer le pas. Howard, tout en reconnaissant leurs besoins, mettra davantage l'accent sur la responsabilité des Aborigènes eux-mêmes dans leur situation, jouant sur l'idée communément admise que nombre d'entre eux se complaisent dans l'assistanat et l'alcool. Il refusera également d'exprimer des

excuses au nom du gouvernement pour les traitements infligés par le passé aux Aborigènes, notamment sur la question de la « génération volée », des enfants d'aborigènes enlevés à leur famille pour être élevés dans des foyers blancs. Ce n'est qu'en 2007 que le nouveau premier ministre travailliste, Kevin Rudd, franchira enfin ce pas lors d'un discours solennel au parlement, prononçant le fameux mot « *sorry* » et plaidant pour une nouvelle politique à l'égard des Aborigènes.

Las, les incidents du 26 janvier 2012 rappellent cruellement que le travail est loin d'être terminé...et le plus triste dans cette histoire, c'est qu'elle risque de reporter aux calendes grecques l'adoption d'une réforme de la Constitution en discussion depuis des années qui inclurait une reconnaissance solennelle des Aborigènes dans le préambule du texte. Le chemin semble encore long jusqu'à ce que les Aborigènes et les autres australiens regardent ensemble dans la même direction...